



ÉDITO

Les Gaulois réfractaires au changement ne sont pas comme leurs voisins Espagnols. Eux travaillent bien plus longtemps. En effet, de l'autre côté des Pyrénées, l'âge de départ à la retraite devrait passer à 67 ans en 2027. Poussons la comparaison un peu plus loin alors. Le gouvernement Espagnol a relevé les cotisations retraite des plus aisés et le nombre d'annuités est de 37,5 ans contre 43 ans en France. Voilà pour un peu plus de paramètres utiles et un rapide aperçu. Et si je parle comme une vache espagnole, il n'en demeure pas moins que selon leurs propres dires nos chers voisins ne savent pas à quel âge ils vont partir et avec quelle pension. Inquiétudes légitimes. Pourtant me direz-vous la misère serait moins pénible au soleil. Charles Aznavour, aussi célèbre pour cette chanson que pour ses déboires fiscaux, est loin d'être irréprochable fiscalement parlant. Vous verrez en parcourant cette châtaigne que l'exemplarité ne sied pas à tout le monde. En parlant de « *Monsieur pas tout le monde* », Bernard Arnault, grand adepte de l'optimisation fiscale, et qui comme chacun sait n'a aucun lien avec les médias, aura été imposé en 2019, sur la totalité de ses revenus soit un peu moins de 1,3 milliards, à hauteur de 180 millions, soit moins de 14 %, très loin de la tranche supérieure du barème qui est de 49 %. Et que dire de la hausse de rémunération de 10 % octroyée à Patrick Pouyanné, le PDG de Total Energies, qui pour le compte est loin du coup de pompe.

BNP Paribas, « *la Banque d'un monde qui change* »...

La châtaigne revient encore une fois sur un soupçon de fraude fiscale... Si si, vous savez bien ce truc qui permet de ne pas payer les impôts que l'on devrait pour les uns et qui donne la possibilité de dire que les caisses sont vides pour les autres... Alors qu'est il reproché à cinq banques majeures françaises qui ont été perquisitionnées fin mars, début avril par le Parquet national financier ? Tout simplement d'avoir eu recours à une combine fiscale sur les dividendes appelée « cumcum ». Cette opération qui vise BNP Paribas, Exane, Société Générale, Natixis et HSBC a mobilisé pas moins de 150 enquêteurs du service d'enquêtes judiciaires des finances (SEJF)

ainsi que 16 magistrats français et 6 procureurs allemands qui ont travaillé sur le même type d'affaires outre-Rhin. Même notre « cher » ministre délégué aux Comptes publics, s'est mis à tweeter « *Sans me prononcer sur une enquête en cours, je confirme qu'une perquisition d'ampleur est menée ce jour par notre SEJF, sur requête du PNF. J'annoncerai prochainement un renforcement majeur du SEJF dans mon plan de lutte contre la fraude.* ». Ha ouf, Gabriel a compris que pour lutter contre la fraude fiscale et mener à bien les missions, il y a besoin d'agents dans les services et sur le terrain. BNP Paribas et Exane font l'objet d'enquêtes du PNF pour des soupçons de fraude fiscale aggravée et blanchiment de fraude fiscale aggravée, après des signalements de l'administration fiscale. Les trois autres établissements bancaires font l'objet d'enquêtes pour blanchiment de fraude fiscale aggravée. Toutes ces enquêtes ont été ouvertes en décembre 2021 par le PNF. Le montant du préjudice, initialement évalué à 55 milliards d'euros pour une dizaine de pays, avait été largement revu à la hausse en 2021 par les médias, passant à 140 milliards d'euros sur vingt ans dont 33 milliards rien que pour le fisc français... Bagatelle finalement, juste deux 2,75 milliards par an, soit le financement de l'augmentation de 1,5 % de la valeur du point d'indice pour les agents de la fonction publique, par exemple...



Merci Macron...

Une dizaine de consultants de McKinsey a participé à la campagne d'Emmanuel Macron de 2017 de manière "active" voire "intrusive" et une ancienne du cabinet de conseil estime que "leur travail aurait dû être facturé et déclaré". C'est peu dire que la phrase a irrité, voire vexé, y compris parmi des conseillers surdiplômés rompus à l'exercice du pouvoir. Avant l'été 2016, une dizaine de consultants de McKinsey vient prêter main forte à la campagne d'Emmanuel Macron, en course pour un premier mandat à la Présidence de la République. L'un d'entre eux, Mathieu Maucort, alors chef de projet dans le cabinet américain, lâche : "Nous sommes venus apporter de l'intelligence à la campagne." Ha oui, cette dernière en manquait ? Le problème, c'est qu'Emmanuel Macron "a toujours préféré ceux qui venaient de l'extérieur". Il faut donc faire de la place à ces consultants "brillants", "au cerveau ultrarapide", tels que les décrit une ancienne cadre de McKinsey. Voilà pour l'ambiance. Maintenant, sur le fond : combien de salariés de McKinsey planchaient sur le programme d'Emmanuel Macron ? Était-ce sur leur temps libre ou sur leur temps de travail ? Ces questions sont au cœur de l'information judiciaire ouverte en octobre 2022 par le PNF pour "tenue non conforme de comptes de campagne" et "minoration d'éléments comptables" concernant les campagnes présidentielles d'Emmanuel Macron de 2017 et 2022.

La Châtaigne d'Honneur :

La Châtaigne n'a pas pu résister à l'attribuer pour la deuxième fois à Elisabeth Borne. En effet, le 7 mars 2023 notre première ministre pas préférée Twittait: « La fiscalité ne doit pas être un frein à l'émancipation des femmes, notamment celles qui ont un écart de salaire important avec leur conjoint. Dès 2025, le taux d'imposition sera individualisé par défaut pour l'ensemble des foyers fiscaux. » Il est vrai que plutôt que de s'attaquer aux inégalités salariales, l'urgence est d'individualiser les taux d'impôts et de dégrader certainement encore une fois les conditions de travail des agents des finances publiques avec des centaines d'appels et de rendez-vous d'usagers qui ne comprennent pas pourquoi leurs taux d'impôts ont changé... sans qu'ils le demandent !

PÉNICAUD INTÈGRE UN GRAND GROUPE D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ EN PLEINE EXPANSION DEPUIS... LA LOI PÉNICAUD DE 2018



En mai, fais ce qu'il te plaît, mais surtout... ton défilé

Comme de coutume, un rassemblement est organisé le 1^{er} mai pour une journée de revendications salariales et syndicales. Cette année, dans un contexte particulier de grève et manifestation depuis le début de l'année, dans le cadre de l'opposition à la réforme des retraites, c'est une très large inter-syndicale et la CGT Finances Publiques en particulier, qui vous invite à venir défilé. C'est encore une fois, une belle occasion de montrer ensemble notre opposition aux réformes brutales et injustes, que Macron et Borne veulent imposer par la force et de demander à notre « patron » d'augmenter nos salaires et d'améliorer nos conditions de travail... Ce 1^{er} mai plus que jamais, faisons nous entendre. Rendez-vous à 10h, carrefour Tourny...

